

CARITAS AU LIBAN

Beyrouth lutte au quotidien



Ghislaine Heger/Caritas Suisse

Shadid Rachid Touma* et sa mère Georgette vivent au cœur de la capitale du Liban. Le pays affronte une profonde crise financière, économique et politique. Depuis l'explosion qui a ravagé le port en été 2020, la situation a empiré. Chaque jour est plus difficile que le précédent.

La pauvreté et le désespoir sont palpables à Beyrouth, une métropole autrefois en plein essor et en pleine effervescence.

Le Liban affronte la crise économique et politique la plus importante de son histoire. Depuis l'explosion dans le port de Beyrouth en août 2020, la situation s'est encore aggravée. Et aujourd'hui, la guerre en Ukraine fait grimper les prix. Shadid (42 ans), qui vit à Beyrouth avec sa mère veuve (67 ans), survit de justesse. En moyenne, du pain à l'essence en passant par les médicaments, tout coûte aujourd'hui dix fois plus cher qu'il y a deux ans. En effet, la grande majorité des biens et des denrées alimentaires sont importés dans la monnaie forte, le dollar américain, ce qui les rend aussi onéreux. De nombreuses personnes ne peuvent plus se permettre de manger sainement parce qu'elles

doivent adapter leur alimentation à leur faible budget.

Comme l'Etat ne peut plus importer du carburant pour les centrales électriques, le réseau public ne fournit de l'électricité que pendant deux heures par jour. Ceux qui le peuvent achètent de l'électricité à des fournisseurs privés à des prix exorbitants. L'alternative: programmer la douche à la seconde près ou se laver à nouveau à la main. Beaucoup sont malades parce qu'ils ont passé l'hiver sans chauffage.

INFLATION ET SALAIRE À LA BAISSE

Shadid, qui n'est pas en bonne santé, craint chaque jour de perdre son emploi — comme tant d'autres au Liban (40% de chômage). Il travaille comme aide-soignant dans un hôpital. C'est un travail qu'il aime bien. Mais comme il souffre d'une insuffisance rénale, ses capacités sont très limitées. «Trois fois par semaine, je dois me rendre dans un autre hôpital pour une dialyse, explique-t-il. Je travaille comme aide-soignant pendant trois autres jours.»

Il n'a pas pu suivre la formation d'infirmier, car il a eu un accident en neuvième année: il s'est gravement blessé à la main. Comme il ne pouvait plus écrire, il a arrêté l'école. Il n'a donc pas de diplôme de fin d'études. Il a suivi un cours de premiers secours comme bénévole dans une ONG et s'est rendu compte que ce travail lui plaisait. Cela fait maintenant quatorze ans qu'il travaille au même endroit. Il accueille les nouveaux patients, effectue des contrôles de routine et soutient les médecins autant qu'il le peut. «Je suis solide. Je ne me sens pas mal à la vue du sang. Tout ce que je vois à l'hôpital, je peux l'assimiler», dit-il

pour survivre

fièrement, lui qui enseignait autrefois le taekwondo.

L'inflation élevée dévalue chaque jour un peu plus le salaire déjà très bas de Shadid. «La plupart du temps, l'argent ne suffit pas à payer les médicaments que ma mère et moi devons prendre. D'ailleurs, la plupart sont aujourd'hui introuvables.» Le système de santé libanais est dans un état pitoyable en raison de l'énorme pénurie de carburant, d'électricité, de médicaments et de personnel. Les gens tentent d'importer des médicaments qui sont parfois vitaux. Les hôpitaux doivent reporter des opérations ou les annuler. Ils dépendent de bailleurs de fonds internationaux pour avoir par exemple de l'électricité 24 heures sur 24. Certains doivent répercuter les coûts sur les patients.

PEUR DU CORONAVIRUS

La vie de Shadid dépend directement des soins qu'il reçoit. Tant qu'il travaille, il a au moins une couverture sociale – cela le rassure un peu. Mais pour combien de temps encore? Les assurances sociales et les assurances maladie sont de moins en moins en mesure de payer. C'est pourquoi Shadid craint de perdre un jour son emploi et donc ses revenus. Georgette a également peur que son fils contracte la Covid-19: «Il ne faudrait pas que cela arrive. Il est très vulnérable avec sa maladie. J'espère toujours que Shadid recevra un jour un rein d'un donneur».

MÉDICAMENTS DE CARITAS

Shadid et sa mère sont donc très heureux de recevoir de Caritas 200 dollars en espèces pendant trois mois. Ils peuvent ainsi acheter les médicaments dont ils ont besoin. Et s'offrir de temps en temps un morceau de



Ghislaine Heger/Caritas Suisse

Shadid et sa mère Georgette, à la santé chancelante. La crise rend la survie encore plus difficile, au Liban.

poisson ou un peu d'électricité supplémentaire. Depuis deux ans, Georgette est à la retraite et travailler un peu comme couturière pour contribuer à leurs revenus. Mais à cause du confinement, elle a dû arrêter car les affaires se sont effondrées. Maintenant, elle fait ses courses à crédit à l'épicerie. Elle a des scrupules parce qu'elle sait qu'ils ne pourront jamais rembourser leurs dettes.

Tous deux sont encore traumatisés par l'explosion dans le port de Beyrouth. En août, les pierres et les débris pleuvaient, des blessés gisaient

partout. On aurait dit une guerre. L'explosion a laissé des traces profondes dans le psychisme des gens, déjà fatigués, démoralisés et épuisés. Le nombre de troubles anxieux et de dépressions a augmenté au Liban dans toutes les tranches d'âge. Georgette a été blessée au dos par des éclats de verre. «Aujourd'hui encore, je sursaute au moindre coup de tonnerre», explique-t-elle, encore apeurée. ■

Lisa Fry et Anna Haselbach,
Caritas Suisse

*Nom d'emprunt

Comment soulager la détresse?

Caritas fournit une aide d'urgence immédiate ainsi qu'une aide à plus long terme. Par des paiements en espèces, elle aide les personnes en détresse à couvrir leurs besoins de base et à payer les frais d'hospitalisation. Elle apporte également son soutien à travers des conseils psychologiques. De plus, Caritas crée des sources de revenus en proposant aux familles les plus pauvres du travail contre de l'argent

liquide. Et elle contribue à ce que les jeunes puissent mettre un pied dans le monde du travail et générer un revenu malgré la crise. Tous les projets profitent aussi bien aux réfugiés syriens – dont près de 90% vivent dans une extrême pauvreté – qu'aux Libanais vulnérables. Cela est d'autant plus important pour ne pas renforcer la concurrence croissante entre les groupes de population pour les prestations de soutien. ■